



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 27 a) de l'ordre du jour provisoire*

Développement social

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans le présent rapport, établi en application de la résolution [75/151](#) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général insiste sur la nécessité de renforcer l'action nationale et la coopération régionale et internationale en faveur du développement social, en mettant l'accent sur une augmentation importante et une utilisation plus efficiente des ressources allouées au développement social visant à réaliser les objectifs du Sommet mondial pour le développement social, compte tenu des effets protéiformes de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences, en particulier sur le développement social. Il examine l'incidence de la crise provoquée par la COVID-19 sur le développement social et souligne l'importance de développer des politiques sociales à long terme afin de renforcer les capacités et la résilience des populations face aux chocs futurs, ainsi que de préserver les dépenses sociales pour soutenir ces politiques et ces stratégies nationales afin que les pays puissent mieux se relever et se replacer sur la bonne voie pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Secrétaire général présente également les conclusions de la cinquante-neuvième session de la Commission du développement social et formule enfin des recommandations de politique générale pour examen par l'Assemblée générale.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Établissant l'importance du développement social et du bien-être humain pour tous, le Sommet mondial pour le développement social a forgé un consensus historique qui place les populations au cœur du développement. Les États Membres se sont engagés à éliminer la pauvreté, à promouvoir le plein emploi productif, et à favoriser l'intégration et l'inclusion sociale afin d'édifier des sociétés stables, sûres et justes pour tous. Ces engagements restent d'actualité, alors que les pays font face aux retombées sociales et économiques de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

2. En décembre 2020, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du Sommet mondial, l'Assemblée générale a organisé une réunion de haut niveau conjointement avec le Conseil économique et social. Au cours de la réunion, les États Membres ont souligné que les conséquences protéiformes de la pandémie de COVID-19 avaient entraîné des difficultés sans précédent à l'échelle mondiale, qui ont freiné le développement social et frappé de façon disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables. La pandémie a exacerbé les inégalités et les vulnérabilités et nui à la capacité des gouvernements à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable. Dans le même temps, le relèvement après la pandémie est l'occasion d'apporter les changements en profondeur nécessaires pour construire des sociétés plus inclusives, équitables, résilientes et durables, avec le Programme 2030 et les objectifs comme plan directeur. Il a été reconnu qu'une politique sociale efficace, fondée sur les visions et les principes adoptés et les engagements pris lors du Sommet mondial, est essentielle pour permettre une meilleure reprise. Une action mondiale coordonnée est primordiale pour aider les pays à préserver et à accroître les dépenses sociales aujourd'hui et à mesure qu'ils se relèvent. En outre, il importe de renforcer la solidarité internationale, la coopération multilatérale et les partenariats véritables entre toutes les parties prenantes, afin de mieux se redresser pour atteindre les objectifs du Sommet mondial et du Programme 2030, tout en ne laissant personne de côté.

II. Les effets protéiformes de la pandémie de COVID-19 sur le développement social et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

3. Consciente des effets persistants de la COVID-19, la Commission du développement social a consacré ses débats sur les questions nouvelles au thème : « Politique sociale visant à promouvoir un relèvement plus inclusif, plus résilient et plus durable : reconstruire en mieux après la COVID-19 aux fins de la bonne exécution du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable ». La présente section s'appuie sur la note du Secrétariat sur les questions nouvelles et sur les délibérations de la Commission (E/CN.5/2021/4).

A. Les conséquences sociales de la pandémie de COVID-19¹

4. Alors qu'il reste moins de 10 ans pour atteindre les objectifs du Programme 2030, la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices sur le

¹ Les informations présentées dans cette section sont tirées des sources suivantes : [A/76/61-E/2021/4](#) ; Organisation des Nations unies, Département des affaires économiques et sociales,

développement social dans tous les pays. La crise a non seulement révélé au grand jour les inégalités et les faiblesses préexistantes des systèmes socio-économiques actuels, mais elle les a aussi exacerbées.

5. La COVID-19 a entraîné une résurgence de l'extrême pauvreté pour la première fois depuis 1998, en particulier dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, compte tenu de leur dépendance à l'égard du tourisme, des envois de fonds et des flux de capitaux extérieurs. Selon un seuil fixé à 1,90 dollar par jour, on estime qu'il y a entre 119 et 124 millions de nouveaux pauvres en 2020 en raison de la COVID-19. Ce nombre devrait atteindre entre 143 et 163 millions de personnes en 2021. Les familles à faible revenu ont été les plus durement touchées par la crise, notamment en raison des pertes d'emplois, de la précarité grandissante en matière de logement et de la détérioration de l'alimentation due à la fermeture des écoles.

6. L'insécurité alimentaire a augmenté à l'échelle de la planète, car les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et nationales, déjà mises à rude épreuve par le changement climatique et les conflits, ont été perturbées par les retombées de la COVID-19. En raison de la baisse des revenus et des envois de fonds et, dans certains contextes, de la hausse des prix alimentaires, 132 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim du fait de la pandémie, ce qui doublerait quasiment le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë et le porterait à 265 millions en 2020. De plus en plus de familles sont contraintes de rationner la nourriture, ce qui entraîne une augmentation des retards de croissance chez les enfants, avec des effets négatifs à long terme sur leur santé, leur bien-être et leur capacité à atteindre leur plein potentiel.

7. La fermeture des lieux de travail induite par la COVID-19, la réduction du nombre d'heures ouvrées et une diminution des revenus tirés du travail ou d'autres sources ont entraîné une contraction de l'activité économique, ce qui compromet gravement la sécurité économique ainsi que les moyens de subsistance et le bien-être à long terme des populations à l'échelle mondiale. Avant même la COVID-19, on observait déjà une détérioration de la situation sur le marché du travail dans de nombreux pays. Au total, 3,3 milliards de personnes (57 % de la population mondiale en âge de travailler) occupaient un emploi informel. Les travailleurs de ce secteur (les journaliers, les ouvriers agricoles, les employés de maison et les travailleurs migrants, par exemple) bénéficient rarement de la protection sociale, des droits et de la sécurité économique leur permettant de prendre des congés de maladie, ce qui les rend plus vulnérables à l'infection et à la perte de revenu. Les travailleurs faiblement rémunérés et peu qualifiés (1,25 milliard, soit 38 % de la main-d'œuvre mondiale) ont également été durement touchés. Dans les pays développés, en raison de l'augmentation des emplois précaires et des nouveaux types d'emplois (les travailleurs des plateformes, par exemple), un nombre croissant de travailleurs, notamment les jeunes et les femmes, font face à la précarité de l'emploi et sont davantage susceptibles de perdre leur travail et leur revenu. La crise a un effet particulièrement dévastateur sur certains groupes sociaux sur le marché du travail, notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs migrants, qui sont surreprésentés dans les secteurs les plus touchés tels que l'hôtellerie, le commerce de détail et la construction.

« The world of work and COVID-19 » (juin 2020) et « The politics of economic insecurity in the COVID-19 era » (Note de synthèse n° 91, 2021) ; Christoph Lakner et al., « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : retour sur 2020 et perspectives pour 2021 », Banque mondiale, 11 janvier 2021 ; Programme alimentaire mondial, « COVID-19 will double number of people facing food crises unless swift action is taken », 21 avril 2020 ; Organisation internationale du travail, « Plus d'un jeune sur six se retrouve sans emploi à cause de la COVID-19 », 27 mai 2020.

8. La crise de la COVID-19 a également exacerbé les inégalités préexistantes et plus particulièrement touché les groupes sociaux marginalisés et défavorisés, en particulier les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les enfants et les adolescents. Les femmes ont été touchées de manière disproportionnée, avec une augmentation de l'insécurité financière, du travail domestique et des prestations de soins non rémunérés, et de la violence fondée sur le genre. En raison de la réduction ou de la perte de revenu et de l'accès plus difficile aux services de santé pendant la pandémie, de nombreuses personnes âgées et handicapées ont vu leur bien-être gravement compromis. Les peuples autochtones sont particulièrement exposés au risque de basculer dans l'extrême pauvreté. Compte tenu de la fermeture des établissements scolaires, de nombreux enfants ont été privés des repas fournis par les écoles, ce qui a entraîné des problèmes de malnutrition et d'autres risques sanitaires. L'accès à l'éducation et à la formation étant perturbé, les jeunes rencontrent d'énormes difficultés pour amorcer la transition entre le monde de l'éducation et le marché du travail, et leurs parcours professionnels sont interrompus. En 2020, plus d'un jeune sur six était sans emploi à cause de la COVID-19. Quant à ceux qui occupent déjà un emploi, ils peuvent faire face à des licenciements, au chômage et à une baisse de revenu. La diminution de leur salaire de départ réduit également leurs perspectives de revenus futurs, affectant de facto leurs possibilités de vivre une vie productive et épanouie.

9. L'aggravation du niveau de pauvreté, des inégalités et de la précarité économique, due aux effets prolongés de la COVID-19, ne fait qu'entamer davantage la confiance envers les institutions publiques, affaiblissant ainsi la cohésion sociale et entraînant des troubles sociaux.

B. Réponses politiques à la COVID-19 et stratégie pour une meilleure reprise en vue de construire une société plus inclusive, durable et résiliente²

10. La pandémie de COVID-19 a permis d'appréhender sous un nouveau jour les inégalités croissantes et l'insécurité économique auxquelles les populations font face. Elle a également mis en évidence les lacunes des systèmes de protection sociale et les insuffisances des systèmes de santé et d'éducation, qui contribuent aux inégalités structurelles. Même avant la pandémie, environ 4 milliards de personnes ne bénéficiaient d'aucune forme de protection sociale, et de nombreuses autres n'étaient que partiellement protégées.

11. La crise a également mis en exergue l'importance d'une politique socio-économique efficace pour remédier à ces inégalités. Contrairement à la crise financière mondiale de 2008, les gouvernements ont rapidement adopté des mesures d'urgence (principalement sous la forme de plans de relance budgétaire) pour atténuer les effets négatifs immédiats de la pandémie de COVID-19. Ces mesures comprennent des réductions fiscales temporaires, l'extension des prestations de protection sociale à ceux qui n'étaient pas couverts précédemment, ainsi que l'octroi d'un soutien et

² Les informations présentées dans cette section sont tirées de l'Organisation internationale du travail, *Rapport mondial sur la protection sociale – Une protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable 2017-2019* (2017) et « Réponses de la protection sociale à la crise COVID-19 dans le monde », disponible à l'adresse suivante : <https://www.social-protection.org/gimi/ShowWiki.action;jsessionid=dJ33jgkUcpRQqCDVnRB5CPapbazpHV7kz1fjcEMZQs7MzY-D2C2V!-1064472180?lang=FR&id=341> ; Banque mondiale, *Perspectives économiques mondiales* (juin 2021) ; Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, 2021 ; Alan Gelb et Anit Mukherjee, « Digital technology in social assistance transfers for COVID-19 relief: lessons from selected cases », Policy Paper 181 (Center for Global Development, septembre 2021).

l'apport de liquidités aux petites entreprises. De nombreux gouvernements ont lancé de nouvelles initiatives en matière de protection sociale, notamment des allocations et des subventions spéciales, ainsi que la protection des revenus, de l'emploi et de la santé. Pour soutenir les plus vulnérables, des mesures telles que des transferts en espèces, des programmes d'aide alimentaire et des prestations pour enfants à charge ont été mises en œuvre.

12. Grâce à ces mesures temporaires opportunes, financées par des plans de relance massifs, l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % en 2021, affichant ainsi le plus fort rebond post-récession depuis 80 ans. Cependant, les perspectives d'une forte reprise sont inégales. Près de 80 % des 12 700 milliards de dollars de relance budgétaire dans le monde ont été dispersés principalement dans les pays développés. Alors que, dans les pays développés, le niveau des mesures de relance a atteint, en moyenne, 15,8 % du produit intérieur brut (PIB), les 46 pays les moins avancés, pris collectivement, ont relevé l'appui budgétaire direct et indirect de seulement 2,6 % de leur PIB. En conséquence, les économies avancées se redressent, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement devraient connaître une reprise plus lente. De nombreux pays à faible revenu risquent d'être laissés pour compte, non seulement en raison du manque d'accès aux vaccins contre la COVID-19, mais aussi, entre autres, en raison de la hausse des niveaux d'endettement, de la diminution des envois de fonds, de l'augmentation des dépenses sociales et de la réduction des recettes fiscales. Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables risquent de se retrouver encore plus à la traîne.

13. Si les mesures temporaires sont essentielles pour répondre aux besoins à court terme, une fois qu'elles auront pris fin, les bénéficiaires demeureront tout aussi vulnérables aux chocs futurs. Les répercussions sociales négatives des pandémies ont tendance à perdurer bien longtemps après la reprise économique. Ces effets néfastes toucheront particulièrement les enfants et les jeunes, compte tenu des occasions perdues en matière d'éducation et d'emploi. La fin prématurée des mesures d'urgence risquerait d'anéantir les progrès réalisés dans de nombreux aspects du développement social. Les gouvernements doivent trouver un équilibre entre la promotion d'une croissance inclusive et la garantie d'un soutien continu et adéquat pour les secteurs et les populations les plus durement touchés par la crise, tout en assurant la viabilité budgétaire.

14. Pour préserver les moyens de subsistance des populations défavorisées et vulnérables, il convient d'optimiser l'ampleur, la durée et les modalités des mesures temporaires de soutien et de les utiliser comme tremplin pour mettre en place des systèmes de protection sociale complets, susceptibles de protéger les sociétés et les groupes vulnérables de la population contre les chocs futurs. La phase de relèvement qui suivra la pandémie de COVID-19 est l'occasion pour les pays d'investir dans la conception et la mise en place de systèmes nationaux de protection sociale afin d'aider les individus et les familles des groupes sociaux les plus vulnérables à conserver leurs moyens de subsistance. Il s'agit notamment d'élargir la couverture de la protection sociale à l'ensemble des travailleurs, quel que soit le type d'emploi. Les gouvernements peuvent prendre des mesures pour garantir les progrès réalisés dans l'identification et la couverture des bénéficiaires, en remplaçant l'assistance ponctuelle par un filet de sécurité plus permanent. Les capacités numériques développées pendant la crise de la COVID-19 devraient être renforcées davantage pour rendre les systèmes de protection sociale plus inclusifs et efficaces.

15. Dans le même temps, il est nécessaire de construire un consensus sociétal autour d'une vision commune et des stratégies à long terme qui soient globales, axées sur l'être humain, inclusives et résilientes pour mieux se relever et accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable.

Cela nécessitera des mesures audacieuses visant à remédier aux causes profondes des inégalités et des privations. Les gouvernements devraient continuer de promouvoir une croissance profitant à tous, de créer des emplois décents et productifs, en particulier dans l'économie verte, les domaines durables et le secteur des services à la personne, de tirer parti des nouvelles technologies, d'établir des systèmes de protection sociale appropriés au niveau national, y compris des socles de protection sociale, ou d'en élargir la couverture, et de veiller à ce que tous aient accès à des services essentiels et à une infrastructure de base de grande qualité. Des efforts ciblés devraient être déployés en vue de garantir l'élimination des barrières sociales ou juridiques auxquelles sont confrontés les groupes sociaux marginalisés et défavorisés.

III. Cinquante-neuvième session de la Commission du développement social

16. La Commission est le principal organe intergouvernemental chargé du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du Sommet mondial. Conformément aux orientations du Président du Conseil économique et social concernant les restrictions liées à la COVID pour les réunions en présentiel, la Commission a décidé de mettre à jour les résolutions récurrentes à sa cinquante-neuvième session. La présente section rend compte des travaux entrepris à la cinquante-neuvième session de la Commission, comme en témoignent les projets de résolution sur l'organisation des travaux et des méthodes de travail futures de la Commission ([E/CN.5/2021/L.4](#)), les aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ([E/CN.5/2021/L.3/Rev.1](#)), la transition vers le développement durable et la justice sociale : le numérique au service du développement social et du bien-être de toutes et tous ([E/CN.5/2021/L.6](#)) et les politiques et programmes mobilisant les jeunes ([E/CN.5/2021/L.5](#)). Les trois premiers projets de résolution ont ensuite été adoptés par le Conseil.

17. Les États Membres ont reconnu que les textes issus du Sommet mondial restaient plus que jamais d'actualité, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et que la Commission a joué un rôle majeur dans la promotion de la protection sociale et de la justice sociale, dans l'élimination de la pauvreté, ainsi que dans la mise en place de mesures visant à faire en sorte de ne laisser personne de côté. Étant donné que la pandémie a mis à jour d'énormes disparités d'une région à l'autre en matière d'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi, le relèvement doit être inclusif et axé sur l'être humain pour mettre les populations, en particulier les plus vulnérables, à l'abri de la faim, de la perte de leurs revenus et de leurs emplois, ainsi que de la violence fondée sur le genre, et pour renforcer leur résilience face aux chocs futurs. La pandémie a également mis en lumière l'existence d'un gigantesque fossé en matière d'accès aux technologies numériques, étant donné que la COVID-19 a accéléré le rythme de la transformation numérique. Pour garantir le bien-être de toutes et de tous, il est urgent de réduire la fracture numérique et de promouvoir l'inclusion dans ce domaine, tout en prenant en compte les nouveaux risques induits par les technologies numériques.

18. Lors du forum ministériel consacré au thème « Promouvoir le multilatéralisme pour permettre le relèvement inclusif, résilient et durable après la COVID-19 dans le contexte de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable et de sa dimension sociale », des ministres venus de différentes régions ont présenté les politiques et les mesures prises par leur pays pour faire face aux retombées de la pandémie de COVID-19 et ils ont souligné que pour garantir un relèvement inclusif et résilient, le multilatéralisme devait être renforcé.

A. Thème prioritaire : Transition vers le développement durable et justice sociale : le numérique au service du développement social et du bien-être de toutes et de tous

1. La nécessité d'une transition passant par la justice sociale

19. Même avant l'apparition de la COVID-19, il était reconnu que la trajectoire actuellement suivie par le développement économique avait conduit non pas à une prospérité partagée pour toutes et tous, mais à des inégalités élevées et croissantes dans de nombreux pays. Les effets protéiformes de la pandémie n'ont fait qu'exacerber les inégalités socio-économiques préexistantes, mettant à rude épreuve le développement social et le bien-être des populations, en particulier les plus vulnérables.

20. L'existence de fortes inégalités ne permet pas d'assurer une croissance soutenue, car l'accès inégal à une éducation de qualité et aux autres services essentiels fait qu'une grande partie de la population possède un plus faible niveau d'éducation, moins de compétences et un état de santé précaire, ce qui entraîne une baisse de la productivité et réduit le potentiel de croissance. L'effondrement des perspectives de croissance entrave l'élimination de la pauvreté, ce qui oblige à accroître les dépenses sociales. Les fortes inégalités entraînent également une hausse des actes de violence et de la corruption et érodent la qualité des relations sociales et du capital social des populations. Les inégalités entraînent aussi une diminution du soutien public en faveur de la protection de l'environnement, en raison de la polarisation sociale et de la défiance envers les institutions publiques.

21. Une transition vers le développement durable et la justice sociale exige de renoncer aux modes actuels de consommation et de production non viables qui épuisent les ressources naturelles et détériorent l'environnement de manière irréversible. À elles seules, les industries agroalimentaire et textile sont respectivement responsables de 25 % et de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les politiques futures devraient dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, assurer la gestion durable des ressources et encourager des pratiques commerciales et un comportement de consommation durables.

2. Politique sociale visant à promouvoir un relèvement plus inclusif, résilient et durable

22. Si la COVID-19 a réduit à néant des décennies d'avancées en matière de développement, elle a aussi permis de mobiliser des ressources et une volonté politique, et offert une occasion inédite d'infléchir la trajectoire du développement pour assurer la transition vers le développement durable et la justice sociale. Dans les efforts qu'ils déploient pour mieux se relever, les pays doivent repenser leurs politiques en les alignant sur le Programme 2030 et les objectifs de développement durable, et s'attaquer aux causes profondes des inégalités et de la vulnérabilité. Une telle transition vers la justice sociale exige de reconsidérer l'activité et la croissance économiques sous un nouvel angle, comme des moyens permettant de faire progresser durablement les capacités et le bien-être humains, tout en protégeant l'environnement.

23. Ce cadre politique résolument tourné vers l'avenir devrait s'attacher à investir dans les capacités et la résilience des populations et à garantir l'égalité des chances et d'accès à des services publics de qualité (notamment l'éducation et les soins de santé) ainsi qu'à une protection sociale universelle. Il devrait également promouvoir un travail décent pour toutes et tous et favoriser la sécurité économique. La réduction de la fracture numérique et l'investissement dans des infrastructures durables pour

faciliter la transition vers des économies plus vertes et qui utilisent les ressources de façon plus rationnelle font également partie intégrante de ce cadre.

24. Il faudra aussi mettre en place une action coordonnée et des systèmes multilatéraux plus solides, susceptibles de compléter et de soutenir les initiatives nationales, afin d'amener résolument les pays à emprunter la voie du développement durable. En outre, des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration et mobilisant l'ensemble de la société sont nécessaires pour que le relèvement au lendemain de la pandémie de COVID-19 soit plus vigoureux, inclusif et résilient sur le plan économique, social et environnemental. Enfin, l'action collective et la collaboration mondiale sont essentielles pour prévenir toute perturbation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale, mettre à disposition des vaccins et des traitements abordables contre la COVID-19 en tant que biens publics mondiaux, renforcer la situation financière des pays en développement et œuvrer à un relèvement qui s'inspire du Programme 2030.

3. La COVID-19 et le rôle du numérique³

25. Les technologies numériques ont joué un rôle essentiel dans la réponse à la COVID-19, car elles ont permis de mettre en place le télétravail, l'apprentissage à distance et la livraison des biens et des services essentiels. La pandémie a également accéléré le rythme de la transformation numérique. Les technologies numériques sont incontournables pour mieux se relever et mettre en œuvre le Programme 2030.

26. Plus de 90 % des ministères de l'éducation ont adopté des politiques visant à promouvoir l'apprentissage numérique et la diffusion à distance. En Inde, par exemple, le Gouvernement national et les gouvernements des États déploient des systèmes d'apprentissage basés sur des codes QR (quick response) pour aider les élèves et les enseignants à apprendre et à évaluer les performances en temps réel. Le Gouvernement fidjien diffuse le contenu des programmes scolaires à la radio et grâce à l'initiative « Walesi », une chaîne consacrée à l'éducation sur la télévision numérique et par satellite, également disponible sur application mobile. Les technologies numériques offrent des méthodes innovantes pour promouvoir l'éducation des adultes et la formation continue. Par exemple, dans un environnement où le travail s'effectue essentiellement à distance, la formation en réalité virtuelle permet d'améliorer les leçons et la compréhension des stagiaires novices et des travailleurs expérimentés. L'éducation numérique inclusive peut créer des opportunités d'apprentissage équitables permettant d'inclure les groupes marginalisés et vulnérables, tels que les personnes handicapées. L'apprentissage mixte, qui intègre

³ Les informations présentées dans cette section sont tirées du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « COVID-19: are children able to continue learning during school closures? » (août 2020). Pricewaterhousecoopers, « How virtual reality is redefining soft skills training », disponible à l'adresse suivante : www.pwc.com/us/en/services/consulting/technology/emerging-technology/vr-study-2020.html ; Groupe de la Banque mondiale, « Scaling up social assistance payments as part of the COVID-19 pandemic response » (2020) ; Sania Nishtar, « Ehsaas emergency cash : a digital solution to protect the vulnerable in Pakistan during the COVID-19 crisis » (Gouvernement du Pakistan, octobre 2020) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « FAO and Rwanda sign new partnership to spur e-Commerce growth », 5 février 2020 ; Banque mondiale, « Chine : le commerce électronique stimule l'emploi, la croissance, l'esprit d'entreprise et les revenus dans les zones rurales », 22 novembre 2019 ; FAO, « Food e-commerce: situation and perspective », The Food System and the Challenges of COVID-19 Series (octobre 2020) ; FAO, « Data-driven marketplaces for African agriculture, topic of third webinar », 22 juillet 2020, disponible à l'adresse suivante : www.fao.org/support-to-investment/news/detail/en/c/1300642/ ; « Transition vers l'économie numérique : les capacités technologiques au service de la productivité », dans le *Rapport 2020 sur les pays les moins avancés, Des capacités productives pour la nouvelle décennie* (publication de l'Organisation des Nations unies, 2020).

l'éducation en ligne et les méthodes traditionnelles de la salle de classe, permet de personnaliser l'enseignement. Les nouvelles plateformes numériques, notamment les cours en ligne ouverts à toutes et tous, permettent un libre accès et une participation illimitée. Parmi les avantages potentiels, citons la diffusion à moindre coût d'un enseignement de qualité, un apprentissage à son propre rythme et l'analyse des données pour optimiser l'apprentissage.

27. Les technologies numériques ont joué un rôle clé dans l'expansion massive des programmes de prestations sociales de « gouvernement à personne » depuis le début de la crise de la COVID-19. Les outils numériques ont été des instruments essentiels dans le lancement des nouveaux programmes d'aide d'urgence et dans l'amélioration de l'accès aux programmes existants pour venir en aide aux « nouveaux pauvres » (généralement des travailleurs urbains du secteur informel) qui sont apparus après la crise et qui constituent la majeure partie des oubliés de l'entre-deux des programmes d'aide sociale dans les pays en développement. Les campagnes de communication numérique, l'enregistrement et la sélection numérique et les paiements numériques ont permis de traiter et de verser des millions d'indemnités, à une échelle qui aurait été inaccessible sans ces outils. Les pays dotés d'une solide infrastructure numérique ont pu déboursier une aide financière d'urgence plus rapidement et plus efficacement que ceux qui ne disposaient pas de ces outils. Par exemple, au Pakistan, le programme de secours d'urgence Ehsaas permet aux familles qui remplissent les conditions de s'inscrire en envoyant un message par SMS. Les membres de la famille peuvent recevoir de l'argent liquide dans les banques, en utilisant leur carte d'identité biométrique. En 2020, en collaboration avec le secteur privé, le Gouvernement du Bangladesh a mis en œuvre un programme d'assistance en espèces accessible par téléphonie mobile. Au Togo, grâce au programme numérique de protection sociale Novissi, les travailleurs vulnérables du secteur informel reçoivent directement des transferts en espèces deux fois par mois.

28. Les technologies numériques sont très prometteuses pour améliorer la vie des populations, en favorisant la transformation socio-économique, en augmentant la productivité et en renforçant la connectivité entre les économies nationales et internationales. La croissance exponentielle du commerce électronique a généré de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de revenus, qui sont susceptibles de stimuler les revenus des ménages, de sortir les individus et les communautés de la pauvreté et de revitaliser les communautés rurales. Par exemple, le Rwanda a lancé en 2020 un projet visant à renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent se lancer dans le commerce électronique et accéder au marché international en ligne. La Colombie aide les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises à développer leur expertise numérique, à se lancer dans le commerce électronique et à formaliser leurs activités via les plateformes en ligne. En Chine, le commerce électronique contribue à revitaliser les villages ruraux en élargissant l'accès au marché pour les producteurs ruraux. Au Ghana, Agrocenta, une plateforme de commerce électronique d'entreprise à entreprise, met en relation les acheteurs et les agriculteurs, ce qui permet à ces derniers d'obtenir un prix plus élevé pour leur production.

29. Les technologies numériques peuvent améliorer la productivité. Dans les pays en développement, les femmes pourraient augmenter le rendement de leurs fermes de 20 % à 30 % si elles disposaient du même accès aux ressources productives que les hommes. Le déploiement sexospécifique des technologies numériques peut produire un double dividende en comblant les écarts de productivité et en améliorant l'égalité femmes-hommes. Les pays mettent en place des stratégies nationales pour soutenir leurs économies numériques, comme Maroc Digital 2020 et Sénégal numérique 2025. Les ressources humaines sont la pierre angulaire de cette transformation numérique et de nombreux gouvernements encouragent les talents numériques. La Colombie

soutient la formation de 100 000 programmeurs pour la période 2021-2022. La numérisation rapide accélère également le passage à la finance numérique. Les outils numériques (par exemple, l'argent mobile et les portefeuilles électroniques, le financement participatif, les voies alternatives de notation de crédit et les envois de fonds transfrontaliers) sont susceptibles de contribuer à l'inclusion financière des personnes et des communautés mal desservies, et de fournir de nouveaux moyens de subsistance et de nouvelles opportunités de marché.

4. Les lacunes en matière d'accès numérique et les nouveaux risques⁴

30. En accélérant le rythme de la transformation numérique, la crise de la COVID-19 a également aggravé la fracture numérique et exacerbé davantage les inégalités existantes dans son sillage. En outre, malgré tous leurs avantages et leur potentiel, les technologies numériques ne peuvent à elles seules résoudre des problèmes complexes, tels que la faim, la pauvreté, les inégalités et les défis environnementaux. Les technologies numériques sont plutôt un outil parmi d'autres pour s'attaquer aux causes profondes de ces défis.

31. La connectivité à Internet est un moyen incontournable pour aider les populations vulnérables à sortir de la pauvreté. Il y a cependant d'importants fossés numériques entre les régions et les pays. Un peu plus de la moitié de la population mondiale utilise Internet (53,6 %), tandis que le reste de (soit 3,6 milliards de personnes) n'y a pas accès. À l'intérieur des pays, les fractures numériques sont flagrantes, sachant que les groupes déjà défavorisés et marginalisés, notamment ceux qui possèdent un faible niveau d'instruction et d'alphabétisation, sont surreprésentés parmi les populations non connectées.

32. Afin de lever les multiples obstacles auxquels se heurtent les populations non connectées, notamment le manque d'accès aux infrastructures et aux technologies de l'information et des communications, le coût trop élevé, l'absence de compétences numériques et d'alphabétisation, ainsi que de contenu pertinent en ligne, les gouvernements devaient adopter une stratégie intersectorielle globale et intégrée, en collaboration avec les autres parties prenantes, y compris le secteur privé. Un nombre croissant de pays élaborent des plans nationaux de connectivité afin de s'assurer que toutes et tous ont accès au numérique. Les pays investissent également dans les compétences numériques et prennent des mesures pour rendre Internet plus abordable grâce à des tarifs accessibles, des tarifs subventionnés et un accès gratuit. En raison de la crise de la COVID-19, il est également devenu urgent de combler le fossé numérique entre les sexes. À mesure que l'éducation s'est déplacée en ligne, les filles ont été désavantagées et discriminées dans de nombreux pays, les garçons ayant souvent bénéficié d'un accès prioritaire aux appareils numériques et à Internet⁵. Depuis, des millions de filles ne sont pas retournées à l'école en raison d'une

⁴ Les informations présentées dans cette section sont tirées de l'Union internationale des télécommunications, « Les nouvelles données publiées par l'UIT révèlent que l'adoption de l'Internet progresse mais que la fracture numérique entre les hommes et les femmes se creuse », 5 novembre 2019 ; Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : Les dividendes du numérique* (Washington, 2016) ; Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives de l'emploi 2020 : Crise du COVID-19 et protection des travailleurs* (Paris, 2020) ; Forum économique mondial, « The Future of Jobs Report 2020 » (octobre 2020) ; Commission européenne, « Digital skills and jobs », disponible à l'adresse suivante : <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/digital-skills-and-jobs> ; Sara Riso, « COVID-19 : fast-forward to a new era of employee surveillance », Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 9 décembre 2020 ; Save the Children, « The global girlhood report 2020: how COVID-19 is putting progress in peril » (Londres, 2020).

⁵ Voir Diogo Amaro et al., « COVID-19 and education: the digital gender divide among adolescents in sub-Saharan Africa », Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 4 août 2020.

recrudescence des mariages précoces et forcés, des grossesses chez les adolescentes et du travail des enfants.

33. L'inclusion numérique joue un rôle central dans la promotion de l'inclusion sociale, du travail décent et du bien-être de toutes et tous. Étant donné que des facteurs tels que le lieu de résidence, le sexe, l'âge ou le handicap sont des indicateurs de l'accès à Internet, des politiques, des programmes et des stratégies spécifiques et adaptés qui répondent aux besoins des groupes défavorisés et marginalisés (notamment les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations autochtones et les familles pauvres) peuvent contribuer à combler la fracture numérique. Par exemple, les personnes handicapées se heurtent souvent à des obstacles physiques pour utiliser les technologies numériques en raison de leurs déficiences.

34. L'automatisation et les technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et la robotique, se sont avérés très utiles pour améliorer la productivité dans le monde du travail. Toutefois, ces transformations ont également accentué la polarisation du marché du travail, en supprimant les emplois moyennement qualifiés, et ont eu des effets négatifs sur les inégalités des revenus et des salaires. Jusqu'à présent, ce sont les travailleurs hautement qualifiés qui ont le plus profité des nouvelles technologies, tandis que les travailleurs peu et moyennement qualifiés, qui exercent des tâches manuelles et cognitives routinières, voient leurs possibilités se réduire. La crise de la COVID-19 a accentué le rythme de l'automatisation et de la numérisation du travail, accélérant à son tour les pertes d'emploi à caractère technologique chez les travailleurs qui ne possèdent pas les compétences numériques nécessaires ou qui ne sont pas en mesure d'accéder aux possibilités de reconversion. Selon une estimation, d'ici 2025, 85 millions d'emplois dans le monde pourraient être déplacés, tandis que 97 millions de nouveaux emplois pourraient être créés en raison de l'évolution de la répartition des tâches entre les humains, les machines et les algorithmes.

35. Sur le marché du travail, la croissance du travail sur plateforme remet en question les systèmes de protection sociale de nombreux pays développés, qui ont été établis sur le modèle général des contrats de travail à temps plein et à long terme. Les travailleurs des plateformes n'ont pas les mêmes droits que les salariés à temps plein en matière de régimes de retraite, de congé parental payé, de congé de maladie ou d'admissibilité aux mesures de soutien du revenu.

36. À l'échelle mondiale, bon nombre de personnes ne disposent pas des compétences numériques requises pour une société et une économie numériques. En Europe, les prévisions pour 2020 font état d'un déficit de plus de 500 000 professionnels des technologies de l'information et des communications et 42 % des citoyens européens ne disposent pas des compétences numériques de base. Il est nécessaire d'investir dans la formation continue des travailleurs afin qu'ils puissent perfectionner leurs compétences numérique tout au long de leur vie et répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail. Si les jeunes sont davantage susceptibles d'être connectés à Internet, il leur manque souvent les compétences numériques pertinentes requises sur le marché du travail. Les gouvernements peuvent également donner la priorité aux compétences numériques dans les programmes scolaires et travailler avec le secteur privé pour créer des programmes d'enseignement et de formation professionnels qui permettent d'acquérir les compétences numériques en cours d'emploi. Des mesures d'incitation devraient être créées pour que les entreprises du secteur numérique embauchent et forment davantage de femmes et proposent un aménagement des modalités de travail. Les gouvernements devraient également investir pour permettre à tous les enfants d'accéder à la technologie et doter les jeunes des compétences numériques ainsi que des compétences dans les sciences,

la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. Les filles devraient être encouragées à exceller dans ces domaines. Il est important de veiller à ce que les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes ne soient pas compromis, car la technologie numérique peut devenir un outil qui perpétue la discrimination et la violence fondées sur le genre.

37. Les risques et les aspects éthiques entourant l'utilisation des technologies numériques, tels que la désinformation, le droit à la vie privée, la protection de l'identité numérique, le harcèlement en ligne, les changements dans le monde du travail et les préjugés inconscients vis-à-vis de l'intelligence artificielle, devraient être abordés dans le cadre d'un débat public et des protections devraient être mises en place pour s'en prémunir. Grâce à la mobilisation du public et à la mise à jour des cadres réglementaires, les pays devraient utiliser la transformation numérique pour construire des sociétés meilleures en veillant à ce que l'innovation numérique soutienne les besoins sociaux et commerciaux. Plusieurs outils peuvent contribuer à dissiper les préjugés et à éviter qu'ils ne pénètrent les systèmes d'intelligence artificielle, par exemple les actions de formation et de sensibilisation, ainsi que les mesures garantissant la diversité parmi les programmeurs et les développeurs d'intelligence artificielle. Au niveau sociétal, il s'agit de mettre en place des écosystèmes institutionnels et législatifs, avec des mesures incitatives appropriées, des capacités adéquates, ainsi que des règles et des processus permettant d'effectuer des audits et de fournir réparation.

38. La confidentialité, la sécurité et la gestion responsable des données constituent un droit humain fondamental dans l'économie numérique. Cependant, les défis sont nombreux, car les cadres juridiques peinent à suivre le rythme des évolutions technologiques. Par exemple, le télétravail facilite la surveillance des salariés par l'intermédiaire des logiciels et des applications numériques, tout en soulevant des questions sur l'identification des besoins professionnels légitimes et la protection de la vie privée des salariés.

B. Les aspects sociaux du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et les politiques et les programmes mobilisant la jeunesse

39. Les retombées socio-économiques de la pandémie de COVID-19 en Afrique et les mesures prises par les pays africains et leurs partenaires, notamment le système des Nations Unies, ont été examinées à la cinquante-neuvième session de la Commission. Même si la crise a annulé des gains durement acquis en matière de développement, tels que la réduction de la pauvreté et des inégalités entre les genres, elle offre également l'occasion de promouvoir un changement de paradigme et de remettre à plat les politiques socio-économiques afin que chacun et chacune voie sa situation s'améliorer après la crise. Les pays africains doivent continuer de donner la priorité aux politiques qui sont en faveur du secteur de la santé, éliminent l'extrême pauvreté, combattent les inégalités, en particulier les inégalités entre les genres, et assurent une éducation de qualité et des emplois décents pour tous afin de mieux se remettre de la crise de la COVID-19 et d'accélérer la croissance inclusive au cours de la décennie d'action et de réalisations de l'ONU.

40. Trois questions thématiques liées au Programme d'action mondial pour la jeunesse ont également été examinées à la cinquante-neuvième session de la Commission, à savoir la réduction de la pauvreté chez les jeunes, l'économie mondiale numérique, et les jeunes et la justice pénale, et les États Membres et toutes les parties prenantes ont été exhortés à agir de concert pour combler les fractures numériques, y compris celle concernant les jeunes, à promouvoir l'inclusion numérique et l'utilisation responsable des technologies de l'information et des

communications, à empêcher leur utilisation à des fins criminelles et à remédier aux inégalités entre les sexes en matière d'accès au numérique et d'aptitudes numériques, ainsi qu'à accélérer le rôle de catalyseur que jouent les technologies numériques pour réduire l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation, la santé, la communication, le commerce et la continuité des activités. Les États Membres ont été invités à promouvoir l'innovation au sein de la jeunesse, en faisant en sorte que les technologies de l'information et des communications soient pleinement et adéquatement prises en compte dans l'enseignement et la formation à tous les niveaux (l'élaboration des programmes pédagogiques, la formation des enseignants, l'encadrement et l'administration des établissements).

IV. Préserver ou accroître les dépenses sociales et utiliser plus efficacement le budget alloué au développement social en vue d'une meilleure reprise

41. Dans le monde entier, la chute drastique des recettes fiscales et l'augmentation des besoins en dépenses d'urgence face à la pandémie de COVID-19 ont creusé les déficits budgétaires et aggravé les niveaux d'endettement des gouvernements. Alors que tous les pays sont gravement touchés, on risque d'assister à une riposte mondiale à deux vitesses. Les pays développés se redressent grâce à des mesures de relance énergiques d'une ampleur sans précédent et à un accès généralisé aux vaccins, tandis que les pays en développement peinent à financer les mesures d'intervention et de relance adéquates en raison de l'absence de liquidités et de marge de manœuvre budgétaire, ainsi que du risque de surendettement public.

42. Les efforts nationaux et internationaux doivent aller de pair afin de créer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour préserver les acquis du développement, appuyer l'action menée dans le cadre de la riposte à la COVID-19, éviter une nouvelle aggravation des inégalités entre les pays, permettre une meilleure reprise et se lancer sur la bonne voie pour mettre en œuvre les textes issus du Sommet mondial et le Programme 2030. Au niveau national, il est nécessaire de maintenir et d'accroître les dépenses sociales pour réduire la pauvreté et les inégalités, promouvoir un travail décent pour toutes et tous et faire progresser l'inclusion numérique et sociale. Les pays doivent redoubler d'efforts pour promouvoir des réformes fiscales progressives et orienter les dépenses publiques de façon à investir dans le capital humain, afin de créer des sociétés plus résilientes. Cette démarche doit être soutenue par une action collective et une solidarité mondiales. La coopération fiscale internationale reste primordiale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. L'octroi de liquidités internationales plus importantes aux pays en développement et une action coordonnée d'allègement de la dette, notamment avec une réforme à long terme de l'architecture de la dette multilatérale, pourraient fournir aux pays en développement la marge de manœuvre budgétaire dont ils ont besoin sans compromettre leur développement futur.

43. Compte tenu des effets dévastateurs de la crise de la COVID-19 sur la marge de manœuvre budgétaire nationale pour soutenir le développement social, notamment dans les pays en développement, l'analyse ci-dessous met l'accent sur le rôle de la coopération internationale et régionale. Il convient de la lire en parallèle avec le rapport de 2020 du Secrétaire général (A/75/216), qui présente de manière plus détaillée le rôle crucial de la mobilisation des ressources intérieures pour préserver et accroître les dépenses sociales.

A. Une coopération internationale et régionale visant à créer une marge de manœuvre budgétaire pour le développement social⁶

44. Dans les pays en développement, les conséquences de la pandémie de COVID-19 devraient être plus graves et plus durables que la crise financière de 2008. Le début de la crise économique de la COVID-19 a été marqué par des niveaux de sorties de capitaux sans précédent, une dépréciation des monnaies et des pertes de recettes d'exportation, notamment la chute des prix des produits de base et la baisse des recettes touristiques. Si les économies avancées ont également été durement touchées, la croissance continuera d'être soutenue par les mesures fiscales et monétaires extraordinaires qui ont amorti les incidences socio-économiques de la pandémie.

45. Bien que les sorties de capitaux se soient stabilisées récemment dans les pays en développement et que certains aient pu accéder aux marchés financiers internationaux à un coût relativement faible, de nombreux pays en développement ne disposent pas des capacités monétaires, budgétaires et administratives suffisantes pour réagir efficacement face à la crise, ce qui pourrait réduire à néant les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Au niveau international, la coopération multilatérale revêt une importance capitale. Les pays du G20 mènent une action concrète pour tenir leur engagement en faveur d'une « riposte mondiale dans un esprit de solidarité ». Il s'agit de tirer parti du système financier international pour créer la marge de manœuvre budgétaire dont les pays en développement ont tant besoin pour mettre en place des dispositifs efficaces d'intervention face aux crises.

1. Répondre aux besoins financiers des pays en développement⁷

46. On contribuera à renforcer le relèvement des pays en développement en veillant à ce que les ressources des institutions financières internationales soient à la hauteur des besoins de financement de ces pays. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement estime que les pays en développement auraient besoin de 2 500 milliards de dollars supplémentaires en termes de liquidités et de besoins de financement pour surmonter la crise. À la fin du mois de mai 2021, le Fonds monétaire international (FMI) avait approuvé le financement de près de 110 milliards de dollars pour 84 pays et accordé 726 millions de dollars d'allègement de la dette à 29 de ses membres les plus pauvres. Pour répondre aux besoins de financement des pays, il faut augmenter les financements à des conditions de faveur. Cet impératif est à l'origine des discussions en cours visant à créer des fonds multilatéraux pour la réaffectation

⁶ Les informations présentées dans cette section sont tirées de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), « The COVID-19 shock to developing countries: towards a 'whatever it takes' programme for the two-thirds of world's population being left behind » (mars 2020) ; Déclaration des dirigeants du Groupe des 20 sur la COVID-19, 26 mars 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/world/g20-leaders-statement-extraordinary-g20-leaders-summit-statement-covid-19>.

⁷ Les informations présentées dans cette section sont tirées de la CNUCED, « UN calls for \$2.5 trillion coronavirus crisis package for developing countries », 30 mars 2020 ; Fonds monétaire international, « COVID-19 financial assistance and debt service relief », disponible à l'adresse suivante : www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker ; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, « Financing for development in the era of COVID-19 and beyond », Rapport spécial n° 10, 11 mars 2021 ; Fonds monétaire international, « IMF members' quotas and voting power, and IMF Board of Governors », disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx> ; Andrea Shalal, « IMF eyes new trust to provide aid to broader group of countries – Georgiva », Reuters, 13 juin 2021 ; *Rapport de 2019 sur le financement du développement durable* (publication de l'Organisation des Nations unies, 2019) ; *Rapport de 2021 sur le financement du développement durable* (publication de l'Organisation des Nations unies, 2021).

des ressources des pays développés vers les pays en développement. L'une de ces initiatives est le fonds pour l'atténuation des retombées économiques de la COVID-19 (Fondo para Aliviar la Economía COVID-19) proposé par le Gouvernement du Costa Rica, qui sera financé par des ressources provenant des pays développés et administré par les banques multilatérales de développement. Des efforts sont également nécessaires pour réduire les coûts d'emprunt des pays vulnérables. Une proposition de la Commission économique pour l'Afrique est la création d'un fonds de liquidité et de viabilité, qui réduirait les coûts d'emprunt des gouvernements en augmentant la demande pour leurs obligations garanties.

47. L'amélioration des capacités de prêt des banques de développement régionales, sous-régionales et nationales pourrait renforcer la coopération régionale et aider les pays à mieux se reconstruire et à renforcer leur résistance aux chocs futurs. Par exemple, la Banque interaméricaine de développement et les banques de développement sous-régionales ont engagé respectivement 8 et 12 milliards de dollars.

48. Les droits de tirage spéciaux ont un rôle important à jouer dans le cadre d'un effort plus large visant à aider les pays vulnérables à faire face aux retombées de la crise de la COVID-19. La nouvelle émission de droits de tirage spéciaux du FMI est un moyen efficace de compléter les réserves internationales des pays membres, comme ce fut le cas lors de la précédente allocation au lendemain de la crise financière mondiale. En mars 2021, le G20 a approuvé une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux par le FMI, qui devrait atteindre le montant sans précédent de 650 milliards de dollars. Les pays en développement se verront attribuer environ 40 % des droits de tirage spéciaux nouvellement émis, tandis que le reste ira aux pays développés. En outre, des discussions sont en cours sur la possibilité de réaffecter les droits de tirage spéciaux, à la fois les droits de tirage spéciaux nouvellement émis et les droits de tirage spéciaux existants non utilisés, depuis les pays ayant une solide position de réserves extérieures vers les pays qui en ont le plus besoin. Plusieurs mécanismes ont été proposés, de l'utilisation de l'actuel Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI pour une réaffectation des droits de tirage spéciaux vers les pays à faible revenu, à la création d'un nouveau Fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité au sein du FMI, accessible aux pays à revenu intermédiaire ravagés par la COVID-19 et le changement climatique, et susceptible d'être utilisé pour financer les dépenses de santé et de vaccination ainsi qu'un redressement écologique.

49. Ces mesures exceptionnelles ne doivent pas faire oublier que l'engagement pris par les donateurs, en matière d'aide publique au développement (APD), de parvenir à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut aux pays en développement doit être honoré. L'APD a augmenté de 0,7 % en 2019, pour atteindre 155 milliards de dollars en termes réels, même si elle a légèrement diminué en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs, passant de 0,31 à 0,30 % en moyenne. Bien que les secteurs sociaux représentent les principaux bénéficiaires des allocations d'APD, ce pourcentage a diminué ces dernières années, passant de 40 % en 2010 à 35 % en 2017. Depuis 2009, l'APD pour l'éducation plafonne, après avoir doublé au début des années 2000. En général, les systèmes de protection sociale bénéficient de faibles niveaux d'APD (en moyenne 1,1 milliard de dollars par an entre 2007 et 2017), notamment par rapport à la part de l'APD allouée aux services sociaux, tels que la santé et l'éducation (en moyenne 5,6 milliards de dollars et 9,2 milliards de dollars par an, respectivement, au cours de la même période). Les conséquences de la crise de la COVID-19 sur l'APD sont incertaines pour l'année 2020 ; alors que certains grands donateurs ont augmenté leurs budgets en matière de coopération pour le développement, d'autres ont succombé à la pression fiscale intérieure et ont réduit l'APD. L'ambitieuse reconstitution des ressources de l'Association internationale de

développement (IDA-20) et la seizième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement en 2022 permettront d'accorder des subventions là où elles sont le plus nécessaires.

2. Réformer l'architecture internationale de la dette pour faciliter l'administration et l'allègement de la dette⁸

50. La crise de la COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités préexistantes de la dette et augmenté le risque de surendettement, entravant les capacités des pays en développement à lutter contre la crise sanitaire, l'insécurité alimentaire et l'augmentation des taux de chômage et de pauvreté, et à investir dans l'action climatique. Même avant la crise, quelque 64 pays à faible revenu dépensaient plus pour le service de la dette que pour leurs systèmes de santé. Ces niveaux d'endettement croissants menacent la capacité des pays en développement à mettre en place des mesures pour une reprise durable, inclusive et résiliente. Par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la région la plus endettée du monde en développement, la dette publique au niveau régional aurait augmenté de 68,9 % en 2019 à 79,3 % en 2020.

51. L'Initiative de suspension du service de la dette convenue par le G20 en avril 2020 pour soulager les économies souffrant de vulnérabilité de la dette publique extérieure prévoit une suspension temporaire du remboursement des prêts accordés par les créanciers bilatéraux officiels à 73 pays de l'Association internationale de développement. En novembre 2020, et conscient que la gravité des problèmes d'endettement de plusieurs pays appelle des mesures plus fortes, le G20 a mis en place le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette (Cadre commun), qui prévoit une prorogation des échéances et une réduction de la dette dans des cas exceptionnels. Toutefois, l'Initiative et le Cadre commun restent limités : ils ne s'appliquent pas aux pays à revenu intermédiaire et aux petits États insulaires en développement les plus vulnérables qui, d'après les estimations, représentent plus des deux tiers des paiements à risque dus au titre du service de la dette publique extérieure et dont la participation a été plus faible que prévu, par crainte notamment que cela entraîne une dégradation de leur note⁹. En outre, le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI offre également un allègement du service de la dette à 29 de ses pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables.

52. Pour instaurer un environnement favorable à l'investissement en faveur des objectifs de développement durable tout en préservant des niveaux d'endettement viables, un nombre croissant de voix appellent à un allègement immédiat ou à court terme de la dette. Il s'agit notamment d'alléger le secteur public par l'intermédiaire du Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette et de poursuivre les efforts faits pour explorer les initiatives d'échange et de rachat de la dette contre des mesures d'adaptation au climat. Les instruments de dette contingents, comme les clauses relatives aux ouragans, qui entraîneraient automatiquement un moratoire sur la dette, sont également de plus en plus pris en considération. Une approche générale à plusieurs volets peut être nécessaire pour combler les lacunes de l'architecture financière internationale. Il pourrait s'agir d'un éventail de réformes, allant de mesures axées sur le marché à des

⁸ Voir Jubilee Debt Campaign, « Sixty-four countries spend more on debt payments than health », 12 avril 2020 ; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, « Financing for development in the era of COVID-19 and beyond » ; CNUCED, « The Covid-19 Shock to Developing Countries ».

⁹ Voir Programme des Nations unies pour le développement, « Sovereign debt vulnerabilities in developing countries: which countries are vulnerable and how much debt is at risk? » (mars 2021).

mesures juridiques, en passant par l'allègement et la restructuration de la dette des économies en difficulté, sous la supervision d'une autorité de la dette créée de manière indépendante. La création d'un mécanisme multilatéral de restructuration de la dette, supervisé par une autorité indépendante, pourrait contribuer à assurer la viabilité de la dette à long terme et à régler la question des obligations dues aux créanciers privés.

3. Créer une architecture financière internationale plus durable et plus résiliente¹⁰

53. Au-delà de l'impérieuse nécessité de créer une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour une relance mondiale durable, l'augmentation généralisée des déséquilibres budgétaires et de l'endettement a suscité un élan commun au sein de la communauté internationale en faveur d'une architecture financière internationale plus équitable et plus résiliente, susceptible de rendre le processus de relèvement au lendemain de la COVID-19 en cours plus vigoureux, plus inclusif et plus résilient. Sous l'égide du système des Nations Unies, la Réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après, qui a eu lieu en mai 2020, a lancé un processus de réflexion à travers six groupes de travail thématiques sur la réforme de l'architecture financière mondiale qui contribuera à cette réforme. Ce travail se poursuit actuellement dans les six groupes thématiques du système des Nations Unies.

54. Le monde assiste à une initiative en faveur d'une plus grande coopération fiscale internationale, qui reste essentielle dans le cadre des efforts plus larges de lutte contre les flux financiers illicites, y compris l'évasion et la fraude fiscales. Les estimations sur la fraude fiscale des particuliers et les transferts de bénéfices des multinationales, basées sur la combinaison de multiples sources de données incomplètes, montrent que les pays perdent un montant estimé à 400 milliards de dollars tous les ans, ce qui réduit les investissements publics consacrés au développement durable, et notamment au financement d'une riposte contre la COVID-19 et d'une reprise durable et résiliente. Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de transparence fiscale et, dans le contexte d'une numérisation accrue, un grand nombre d'États Membres se penchent sur la réforme des normes fiscales internationales. Les propositions en cours de négociation comprennent la réaffectation de certains droits d'imposition et l'adoption d'un taux minimum mondial d'imposition des sociétés. Dans l'établissement des normes fiscales, une priorité et une attention plus grandes doivent être accordées aux intérêts et à l'avis des pays en développement. La communauté mondiale devrait veiller à prendre en compte un éventail plus large d'éléments dans les processus d'établissement des normes fiscales et à adapter les normes et les pratiques fiscales aux réalités et aux besoins des pays en développement.

55. Les banques de développement pourraient davantage œuvrer en faveur d'une reprise résiliente et durable en modifiant leurs priorités en matière de prêts, par exemple en transformant la composition de leurs portefeuilles de prêts pour soutenir une part plus importante d'investissements verts et de projets liés au changement climatique. Cela signifie également qu'il faut étudier les possibilités de fournir un financement durable à long terme aux pays les plus vulnérables, notamment à travers des prêts à taux fixe, afin que les pays puissent profiter de taux d'intérêt mondiaux ultra bas, en allongeant la durée des prêts, en étudiant les possibilités de fournir des subventions ou des financements à très long terme (50 ans, par exemple) aux pays en

¹⁰ Voir Réseau mondial pour la justice fiscale, « The state of tax justice 2020 », 20 novembre 2020 ; *Rapport de 2021 sur le financement du développement durable* (publication de l'Organisation des Nations Unies, 2021) ; Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement (E/FFDF/2021/L.1) ; Organisation des Nations Unies, « Le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après », disponible à l'adresse suivante : www.un.org/en/coronavirus/financing-development.

développement afin qu'ils investissent dans la croissance à long terme et le développement durable.

56. Les envois de fonds sont une bouée de sauvetage essentielle pour des millions de personnes dans le monde et ils l'ont été tout au long de la crise de la COVID-19. L'argent envoyé par les travailleurs migrants dans leur pays d'origine permet de faire vivre une personne sur neuf dans le monde (environ 800 millions de personnes) et les aide à couvrir les dépenses liées aux biens essentiels de la vie quotidienne, notamment la nourriture, les frais médicaux, les frais de scolarité et les frais de logement. Défiant les prévisions, les envois de fonds ont été résilients pendant la crise. En 2020, les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire se sont élevés à 540 milliards de dollars, soit seulement 1,6 % de moins que les 548 milliards de dollars envoyés en 2019. Cependant, les envois de fonds restent coûteux. Les frais d'envoi de fonds ont atteint en moyenne plus de 6,5 % au quatrième trimestre 2020, soit plus du double de l'objectif de 3 % fixé par les objectifs de développement durable d'ici 2030. Le coût moyen des envois de fonds varie de 4,9 % en Asie du Sud à 8,2 % en Afrique subsaharienne. Des efforts supplémentaires sont nécessaires dans l'infrastructure des envois de fonds pour réduire ces coûts de transaction.

B. Mobilisation des ressources intérieures pour préserver et accroître les dépenses sociales¹¹

57. Les finances publiques nationales restent la principale source de financement des dépenses sociales dans le monde. Le rapport de 2021 du Secrétaire général sur la suite donnée au Sommet mondial ([A/75/216](#)) donne un aperçu du rôle fondamental de la mobilisation des ressources intérieures pour préserver et accroître les dépenses sociales. Dans le domaine de l'éducation, les fonds publics nationaux représentent 79 % des dépenses mondiales. Étant donné que moins de 1 % des dépenses mondiales en matière de santé proviennent de l'aide extérieure, les dépenses intérieures consacrées à la santé sont essentielles à la couverture sanitaire universelle. Le choc de la COVID-19 a exposé davantage les insuffisances déjà présentes dans les systèmes de santé et de protection sociale.

58. Pour mobiliser significativement les ressources intérieures, il faudra une croissance économique dans la plupart des pays. La crise de la COVID-19 a paralysé les économies des pays et épuisé leurs budgets nationaux, menaçant les dépenses essentielles consacrées aux services publics qui sont essentiels pour le développement social et la croissance à long terme. Soutenue par la forte reprise en Chine et aux États-Unis, l'économie mondiale devrait croître de 5,4 % en 2021. Néanmoins, ce chiffre global masque le fait que la croissance reste fragile et incertaine dans plusieurs pays d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la grande majorité des pays en développement, la production économique restera inférieure aux niveaux de 2019 pendant la majeure partie de 2021.

59. La trajectoire de la croissance économique est étroitement liée au calendrier vaccinal, faisant ainsi de l'accès au vaccin contre la COVID-19 un facteur important de la reprise économique et, par extension, de la mobilisation des ressources nationales pour une meilleure reprise. Dans les pays développés, le déploiement plus rapide que prévu de la vaccination en 2021 contraste fortement avec l'accès limité dans les pays en développement, notamment en Afrique. L'accès universel, abordable et en temps utile à des vaccins, à des traitements et à des outils de diagnostic sûrs et

¹¹ Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2021, 11 mai 2021 ; [A/75/216](#).

abordables contre la COVID-19 – notamment grâce à l'accélérateur ACT et à son mécanisme COVAX, au partage des doses, au renforcement des capacités de distribution et à l'accélération de la production de vaccins en coopération avec le secteur privé – restera essentiel pour assurer une reprise générale et inclusive de l'économie mondiale.

60. Des mesures fiscales exceptionnelles appropriées – notamment des mesures de santé publique et de dépenses sociales – doivent être maintenues aussi longtemps que nécessaire pour assurer une action de santé publique solide, le soutien nécessaire aux groupes vulnérables et une reprise socio-économique inclusive. Un passage prématuré à des mesures d'austérité, comme cela a été le cas après la crise financière de 2008, affecterait de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables et étoufferait la reprise des pays. Investir dans le capital humain en préservant ou en augmentant les dépenses consacrées aux services publics, notamment à une éducation de qualité, aux soins de santé et aux systèmes de protection sociale, et placer l'égalité et la durabilité environnementale au centre d'une relance verte, résiliente et inclusive, contribuera à la réalisation du Programme 2030.

61. Le renforcement de la mobilisation des ressources nationales grâce à des systèmes fiscaux durables, transparents et responsables peut conduire à des sociétés plus justes et plus inclusives. Il s'agit de renforcer les capacités de l'administration fiscale au moyen de systèmes fiscaux progressifs, conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. La dépendance des pays en développement à l'égard des impôts indirects, tels que les taxes sur les ventes et la valeur ajoutée, risque de créer des systèmes fiscaux régressifs si les cadres de recettes et de dépenses ne sont pas soigneusement calibrés. Les différents seuils d'imposition et de transfert, ainsi que les problèmes de ciblage des dépenses, peuvent entraîner une aggravation de la pauvreté chez certains groupes, alors même que le système fiscal améliore la situation d'autres groupes.

62. De même, l'amélioration du recouvrement des impôts directs, notamment l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur la fortune, pourrait fournir des recettes supplémentaires permettant de lutter contre l'augmentation des inégalités et garantir des résultats sociaux plus équitables. Dans de nombreux pays en développement, la prépondérance du secteur informel sur le marché du travail reste un obstacle important à la perception de l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Des taxes correctives ciblant les problèmes de santé publique (l'alcool, le tabac et les aliments à forte teneur en sucre, par exemple) pourraient diversifier et augmenter les recettes fiscales. De même, les taxes et les redevances liées à l'environnement, telles que les taxes sur le carbone ou sur les véhicules polluants, peuvent avoir des effets positifs sur la mobilisation des ressources, sur l'environnement et sur la santé et le bien-être des personnes. La priorité accordée à des systèmes fiscaux et à des dépenses efficaces et progressifs passe également par le renforcement des capacités politiques et administratives pour une imposition effective et efficace de l'économie numérique. Les pays ne peuvent y parvenir seuls et la coopération internationale reste essentielle. Le Secrétaire général a également appelé à une forme de taxe de solidarité liée à la COVID-19 pour réduire les inégalités extrêmes de richesse, ce qui pourrait être pris en considération.

V. Conclusion et recommandations

63. **Alors qu'il reste moins de 10 ans pour réaliser les objectifs du Programme 2030, le monde est en proie aux effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19, les populations les plus pauvres et les plus vulnérables étant touchées de manière**

disproportionnée. Celle-ci a non seulement exposé et exacerbé les inégalités et les faiblesses préexistantes des systèmes actuels de protection sociale, de santé et d'éducation, mais elle a également nui à la capacité des gouvernements à mettre en œuvre le Programme 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable. La pandémie a accéléré le rythme de la transformation numérique, tout en creusant la fracture numérique existante. Elle pourrait également anéantir des décennies d'avancées réalisées à ce jour en matière de développement social.

64. Dans le même temps, la pandémie a permis de mobiliser des ressources et une volonté politique, et offert une occasion inédite d'infléchir la trajectoire du développement pour assurer la transition vers le développement durable et la justice sociale. Dans leurs efforts pour mieux se redresser, les pays doivent repenser leurs politiques socio-économiques à long terme afin de construire des sociétés plus inclusives, équitables, résilientes et durables, le Programme 2030 et les objectifs de développement durable servant de schéma directeur.

65. Dans le cadre des mesures de suivi du Sommet mondial visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, l'Assemblée générale souhaitera peut-être examiner les recommandations suivantes :

a) Élaborer un cadre politique tourné vers l'avenir, en s'attachant à investir dans les capacités et la résilience des populations, en garantissant l'égalité des chances et d'accès à un enseignement de qualité, à des soins de santé et à une protection sociale universelle, en encourageant un travail décent pour tous, en favorisant la sécurité économique, en réduisant la fracture numérique et en investissant dans des infrastructures durables afin de faciliter la transition vers des économies qui soient plus vertes et qui utilisent les ressources de manière plus rationnelle ;

b) Mobiliser la solidarité et la coopération mondiales pour fournir un accès équitable aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19, et renforcer les systèmes de santé et la situation financière des pays en développement pour permettre une reprise inclusive et résiliente qui soit guidée par le Programme 2030 ;

c) Établir des stratégies nationales pour soutenir les économies numériques et réduire la fracture numérique, notamment en investissant dans les compétences numériques et dans l'accessibilité physique et financière des infrastructures et des appareils numériques ;

d) En s'appuyant sur les capacités numériques développées pendant la crise, améliorer la fourniture et l'accessibilité des services sociaux, notamment une éducation de qualité pour toutes et tous et des soins de santé universels, et renforcer les systèmes de protection sociale pour les rendre plus inclusifs et efficaces en investissant dans l'infrastructure numérique nationale (notamment les systèmes d'identification numérique et les systèmes de paiement et les registres sociaux numérisés) et en garantissant les progrès réalisés dans l'identification et la couverture des bénéficiaires jusqu'ici non comptabilisés, y compris les travailleurs informels ;

e) Renforcer la coopération internationale et régionale pour créer une marge de manœuvre budgétaire en faveur du développement social afin de permettre une meilleure reprise, et élargir et redistribuer les liquidités des pays développés vers les pays en développement, notamment en augmentant les financements à des conditions favorables et en réaffectant les droits de tirage spéciaux inutilisés vers tous les pays qui en ont besoin, y compris les pays à revenu intermédiaire, par la création d'un nouveau fonds fiduciaire pour la

résilience et la viabilité. Les gouvernements et le secteur privé devraient soutenir davantage l'administration et l'allègement de la dette en réformant l'architecture internationale de la dette dans le cadre d'une architecture financière internationale plus durable et plus résiliente, afin de rendre la reprise en cours plus forte, plus inclusive et plus résiliente, notamment en encourageant une plus grande coopération en matière de fiscalité internationale.
